

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

9^{me} ANNEE — N° 107

LE NUMERO :

28 juin - 18 juillet 1971

0,50 F. B.

L'ennemi est chez nous

Un furieux vent de réaction sociale dont nous avons déjà signalé les symptômes s'est levé en France durant ces derniers mois. D'une part, une répression stupide se déchaîne dont la brutalité seule le dispute au grotesque. D'autre part, on assiste à une levée de boucliers qui, sur le mode frénétique pour les tenants du pouvoir, dans les termes d'une sagesse bien-pensante pour ses adversaires, manifeste uniformément son attachement à l'ordre bourgeois.

Aucun de ces deux phénomènes ne nous étonne ni ne nous alarme. Nous connaissons depuis longtemps le visage sinistre de cette « démocratie » baptisée dans la fange sanglante de la seconde guerre mondiale et nous avions prévu que la « prospérité » gagnée au prix de ses millions de cadavres engendrerait, aux premiers signes de crise, la plus furieuse des haines réactionnaires.

La seule interrogation permise concerne donc les voies par lesquelles peut se dénouer une situation qui ne consent aux masses exploitées que l'apathie, la corruption ou la peur. La réponse n'appartient évidemment qu'à l'histoire des années à venir; nous ne connaissons, nous, que la condition primordiale d'un cours favorable au prolétariat et notre rôle, aujourd'hui, est de l'affirmer et la répéter sans cesse.

En apparence, rien dans l'im-médiat ne paraît justifier l'alarme feinte des politiciens du grand capital. Les finances prospèrent, la production honore ses plans, la diplomatie se taille quelques succès. Même les agitations de rue doivent plus au déploiement ridicule des forces de répression qu'à un mécontentement social parfaitement jugulé par la canaille syndicaliste.

Ceci ne signifie pas que l'argumentation typiquement petite-bourgeoise du P.C.F. soit juste, que l'actuel climat de panique morale soit une machination machiavélique du gouvernement pour barrer la route aux « forces de gauche » et que, expurgée du « pouvoir des monopoles », une France de « démocratie renouée » progresserait majestueusement dans la voie sereine d'un bien-être général. Bien au contraire, le conservatisme forcené qui se manifeste sur tous les points de l'horizon politique, même s'il sert le pouvoir, exprime avant tout l'inquiétude sourde qui rongé toutes les classes privilégiées du capitalisme mondial. Mais il l'exprime dans la plus pure tradition d'un pays où la provocation policière est une méthode éprouvée de gouvernement, où l'angoisse imprécise des classes moyennes est un réservoir de réaction féroce, où le chauvinisme et le racisme, avivés par les deuils mêmes de l'épopée impérialiste, ont contaminé jusqu'au mouvement du prolétariat.

Tenant en laisse cette crasse historique, le pouvoir d'Etat, à l'abri des trémolos bien orchestrés, aiguise ses griffes pour des lendemains plus sérieux et dose savamment l'hystérie conservatrice de l'opinion afin de prêter main-forte à l'opportunisme qui, reprenant au bond l'argument, s'en sert pour déconsidérer toute lutte réelle auprès des ouvriers. Aussi l'habileté gouvernementale n'a-t-elle qu'un objectif : l'intimidation des ouvriers, et le secret de son efficacité est-il à rechercher dans la complicité des dirigeants politiques et syndicaux de ces derniers.

Aujourd'hui, les classes exploitées partagent l'opinion courante selon laquelle la crise sociale n'est qu'un regrettable « accident de parcours » sur la voie rectiligne d'un progrès historique ininterrompu. Tout comme les classes moyennes, elles ignorent que ces accès de fièvre de la société bourgeoise sont inévitables, que de longs murissements historiques formés de contradictions accumulées et de misères contenues les ont précédés et que l'histoire doit toujours leur trouver une solution : lorsque ce n'est pas celle de la révolution prolétarienne c'est celle du fascisme ou de la guerre. Cette ignorance, de la part des classes exploitées, du devenir historique du capitalisme est la grande force de la bourgeoisie pour l'excellente raison que la connaissance de ce devenir est l'unique force du prolétariat, la substance même de son programme révolutionnaire.

Pour déchirer le voile d'illusion qui maintient les classes exploitées dans la servitude, nous répétons continuellement dans ces colonnes que la relative quiétude qu'elles ont connue jusqu'à ces dernières années n'a servi qu'à accumuler des contradictions explosives et à rendre le prolétariat incapable de les affronter victorieusement. Jamais en effet la révolution n'a été aussi nécessaire, jamais la classe révolutionnaire n'est apparue aussi désorganisée, désemparée, et ce non seulement par faiblesse et inertie, mais parce que le capitalisme impérialiste moderne rencontre, jusque dans ses rangs, d'involontaires mais nombreux défenseurs.

Cet état de choses est la caractéristique la plus significative du phénomène que nous appelons contre-révolution. Toute phase de convulsion sociale connaît son moment décisif lorsque les adversaires et les partisans de l'ordre existant s'affrontent en deux camps distincts. Si la classe ouvrière parvient à grouper autour d'elle toutes les couches exploitées ou opprimées, à s'assurer l'appui ou la neutralité des classes intermédiaires et à isoler la classe bourgeoise, c'est la révolution qui se dessine. C'est au contraire la contre-révolution qui triomphe lorsque toutes ces classes se coalisent autour de l'Etat bourgeois et réduisent le prolétariat à une poignée de combattants sacrifiés. La preuve que la contre-révolution se poursuit aujourd'hui, bien après la défaite armée du communisme international, c'est que la polarisation contre-révolutionnaire des couches et tendances sociales s'effectue, au cœur même

me de la classe ouvrière, contre les intérêts et le programme de classe du prolétariat.

Si on admet que l'histoire n'est pas un enchaînement de hasards, que les souffrances de millions d'hommes ont des causes précises et que c'est au prolétariat qu'il appartient d'y mettre un terme, une telle situation implique des responsabilités d'ordre politique. Où les découvrir ?

D'abord dans les formes mêmes prises par la domination moderne du capital. Dans les grands pays impérialistes cette domination n'a pas pour seule base la coercition, la compression autoritaire des salaires et la discipline hallucinante de l'entreprise. Elle se fonde, d'une manière plus efficace encore, sur la sujétion économique de l'ouvrier en tant que consommateur : tel l'animal pris au lasso, qui tire sur sa corde et s'étrangle, le salarié œuvre lui-même à la ruine de sa force de travail par la concurrence avec ses semblables. Qui l'incite donc à faire des heures supplémentaires, qui l'encourage au « perfectionnement continu », qui le désarme contre le travail aux pièces, les normes accrues et

(Suite page 6)

La Ligue lave plus propre

D'après l'envoyé spécial du "Monde", lors de son deuxième congrès, dénonçant aussi bien l'« irresponsabilité » des maoïstes que le manque de rigueur du P.S.U. et de la C.F.D.T., les responsables de la Ligue communiste estiment qu'il est temps pour eux de se décharger du magma gauchiste pour apparaître comme un « pôle d'attraction et demain une relève possible ».

Le numéro 115 de "Rouge" permet d'apprécier les bases « politiques » sur lesquelles la séparation va se faire (il s'agit du meeting tenu à la Halle aux vins le 15 mai) :

« La faculté se transforme à nouveau en une journalière humaine. Chacun démonte, débarrasse, nettoie. Pas une capsule de bière ne doit joncher le sol. Nous laissons les lieux brisés comme pour une inspection générale.

« Sans une affiche, sans un tract, avec à peine 24 h. pour l'information, nous avons rassemblé 10.000 militants révolutionnaires à la Halle aux vins. Pendant

huit heures d'affilée, les 4.000 mètres carrés du nouveau Jussieu ont été le théâtre d'une immense kermesse. Pas une vitre n'a été brisée. Nous avons rendu les lieux plus propres que nous ne les avions trouvés. Ce que nous avons fait, nul gauchiste au monde ne peut seulement rêver de le réaliser. Le rassemblement de la Ligue à la Halle aux Vins et la "fête populaire" des spontex à Ulm, voilà deux visages opposés de l'extrême gauche révolutionnaire. Voilà concrètement illustrée la supériorité du léninisme. »

La supériorité du léninisme ! Si Lénine était encore là, il vous passerait plutôt un savon. Mais soyons sérieux. M. Krivine a, paraît-il, déclaré lors du congrès, « qu'au sein du parti communiste, les militants font désormais la différence entre la ligue communiste et les autres courants "ultra-gauchistes" ». Pour messieurs les trotskystes, se dégager du gauchisme, ça signifie sans doute se rapprocher du P.C.F. ?

Ce n'est qu'en luttant contre leur propre Etat que les prolétaires des grandes métropoles impérialistes peuvent contribuer à la libération des peuples opprimés

Après le Vietnam le Cambodge, après le Cambodge le Laos : la poussée irrésistible de l'impérialisme écrase un peuple après l'autre. L'opportunisme pousse des cris et des lamentations ou, tout ou plus, l'organise des manifestations de « solidarité » purement platonique. La libération des peuples coloniaux réclame tout autre chose : elle exige la lutte des prolétaires des grandes métropoles impérialistes pour abattre leur propre classe dominante, celle-là même qui exploite et qui massacre les peuples opprimés. Lisons ce que Marx disait, le 29 novembre 1847, à Londres, lors d'une réunion organisée par les Chartistes pour commémorer l'insurrection polonaise de 1830 : aucune concession, ici, aux pleurnicheries morales ni aux illusions petites-bourgeoises sur l'indépendance nationale ! Pour soutenir la lutte des peuples opprimés, il n'y a qu'une seule méthode : renverser son propre Etat national !

« L'Union et la fraternité des nations est un mot d'ordre que l'on trouve dans la bouche de tous les partis, et notamment des libéraux échangistes bourgeois. De fait, il y a une certaine fraternité entre les classes bourgeoises de toutes les nations. C'est la fraternisation des oppresseurs contre les opprimés, des exploités contre les exploités. De même que la classe des bourgeois d'un pays fraternise et s'unit contre les prolétaires d'un même pays, malgré la concurrence et la rivalité existant entre les membres individuels de la bourgeoisie, de même les bourgeois de tous les pays fraternisent et s'unissent contre les prolétaires de tous les pays, malgré leurs luttes mutuelles et leur concurrence sur le marché mondial.

Pour que les peuples puissent véritablement s'unir, il faut que leur intérêt soit commun. Pour que leur intérêt puisse être commun, il faut abolir les rapports de propriété actuels, car les rapports de propriété actuels déterminent l'exploitation des peuples entre eux. Or, seule la classe ouvrière a intérêt à éliminer les conditions de propriété actuelles, de même qu'elle seule en a les moyens.

La victoire du prolétariat sur

la bourgeoisie sera en même temps la victoire sur les conflits des nations et des économies qui, de nos jours, poussent chaque peuple contre l'autre. La victoire du prolétariat sera donc le signal de la libération de tous les peuples opprimés.

La Pologne d'ancien régime est, certes, ruinée, et nous sommes, les derniers à vouloir la restaurer. Mais il n'y a pas que la vieille Pologne qui soit ruinée, la vieille Allemagne, la vieille Angleterre et toute la vieille société sont ruinées. Mais la ruine de la vieille société n'est pas une perte pour nous, qui n'avons rien à perdre dans la vieille société, comme c'est également le cas pour la grande majorité de la population. Au contraire, nous avons tout à gagner dans la ruine de la vieille société qui conditionne la formation d'une société ne reposant plus sur des oppositions de classes.

De tous les pays, l'Angleterre est celui où l'antagonisme entre prolétariat et bourgeoisie est le plus développé. La victoire des prolétaires anglais sur la bourgeoisie anglaise sera donc décisive pour la victoire de tous les opprimés sur leurs oppresseurs. C'est pourquoi la Pologne n'est pas à émanciper en Pologne, mais en Angleterre. C'est pourquoi vous

— les Chartistes — vous n'avez pas à formuler des vœux pieux pour la libération des nations : renversez vos propres ennemis à l'intérieur, et vous pourrez avoir la fière conscience d'avoir défait toute la vieille société.

MARX ("Deutsche Brüsseler-Zeitung", 9-12-1847, traduit dans Marx-Engels, "Ecrits militaires", l'Herne).

La coexistence et la paix

Dans "Le Monde" du 12 mai, un petit article consacré à Ceylan, où vient d'éclater une révolte paysanne, nous indique « que le gouvernement de Madame Bandaranaike a demandé une aide accrue à l'Union Soviétique, qui lui a déjà fourni six Mig, deux hélicoptères, dix véhicules blindés, des armes et des munitions. Plusieurs appareils américains transportant du matériel militaire sont arrivés le lundi 10 mai à Colombo. »

On avait déjà vu les deux impérialismes russe et américain collaborer plus ou moins discrètement à la liquidation d'un mouvement de lutte nationale qui leur échappait : celui des Palestiniens. On les voit maintenant soutenir ensemble le même gouvernement aux prises avec une insurrection populaire. Décidément, voilà quelque temps que plus rien n'arrête l'invincible et surpuissante « coexistence pacifique » qui fait régner partout la paix de l'ordre établi et si elle vient à être menacée, celle... des cimetières.

Réunion générale du Parti

COMPTE RENDU SOMMAIRE

La réunion générale du Parti des 10-11 avril a été une parfaite réussite, tant du point de vue de la participation de notre réseau organisationnel que de la coordination des rapports politiques ; sa réussite matérielle est due à la diligence de la section locale. Tous ont salué avec joie et enthousiasme la présence d'un grand nombre de jeunes de nationalités et d'origines diverses, qui ont suivi les exposés avec un grand intérêt et ont donné à la réunion la chaleur et l'élan de leur passion révolutionnaire. Nous nous efforcerons de donner ici une première et rapide synthèse des sujets traités.

Cours de l'économie capitaliste dans les principaux pays

Renouant avec un schéma traditionnel, qui sera désormais respecté dans toute réunion de ce genre, la réunion a débuté par deux exposés sur le cours mondial de l'économie capitaliste considérée dans son ensemble et — pour autant que cela a été possible dans le cadre d'une recherche qui devra être approfondie — dans certains aspects particuliers, comme l'évolution économique des pays du soi-disant « camp socialiste » dans les dernières années. Les tableaux et les graphiques abondamment commentés par deux rapporteurs ont mis en évidence, une fois de plus, les lois générales de développement, ou mieux de baisse tendancielle, de l'économie capitaliste mondiale, et les signes prémonitoires d'un moment « difficile », que les bourgeois craignent même d'appeler par son nom terrifiant de crise, et qui est pour nous l'annonce d'un prochain « traumatisme » de l'appareil productif : c'est de l'exaspération de cette crise que nous attendons (et avec raison) une reprise non locale mais généralisée, non éphémère mais durable, de la lutte de classes qui aboutira à l'affrontement ouvert et ultime entre les classes. Si dans des années précédentes les données recueillies, ordonnées et interprétées, permettaient en premier lieu de démontrer à travers l'identité des courbes de développement économique des pays industriels les plus importants, l'identité de leur mode de production et donc de leur régime social, aujourd'hui ces données nous fournissent la preuve que tous ces pays connaissent le même processus de vieillissement. Celui-ci présente en effet partout des rythmes rapprochés et des symptômes certains de sclérose, auxquels aucun pays n'échappe et que confirment également les appels angoissés à l'augmentation de la productivité, à la discipline du travail, au « sens de la responsabilité » politique et sociale, qui émanent des gouvernements de tous les pays sans exception, à l'Est comme à l'Ouest. Sur le plan économique, le mode de production capitaliste s'achemine vers la catastro-

phe prévue par notre théorie, et ardemment attendue par le mouvement communiste révolutionnaire.

L'accumulation d'exigences politiques objectives nous a empêchés, ces dernières années, de développer au cours des réunions générales les résultats des recherches — désormais classiques pour notre parti — sur les courbes de développement de la production industrielle dans les pays capitalistes les plus importants, et en particulier sur les taux d'accroissement de la production. Un des rapporteurs a donc abondamment commenté les quatre graphiques illustrant de manière particulièrement frappante non seulement les lois du « vieillissement » du mode de production bourgeois dans les aires décisives, mais les oscillations fébriles de son développement, surtout à partir de 1913, c'est-à-dire depuis la fin de la « période pacifique » du capitalisme. Un dernier graphique a enfin condensé les résultats de ces analyses économiques, en montrant en particulier que les différences « économiques nationales », qui se sont d'abord développées impétueusement à partir d'époques et de situations historiques différentes et ont longtemps été caractérisées par des rythmes d'accroissement différents selon qu'il s'agissait d'un capitalisme plus ou moins « jeune », se rapprochent maintenant les unes des autres et ralentissent de plus en plus leur cours, comme frappées, à l'échelle mondiale, par un même vieillissement, annonciateur de crises généralisées et de profondes ruptures : on dirait sur le graphique qu'elles courent toutes vers un entonnoir, au fond duquel les attend une seule issue, dramatique : la crise.

Il s'agira dans les prochaines réunions, de suivre attentivement tous les indices économiques sur lesquels se lamentent depuis deux ans les économistes et les politiciens bourgeois, inquiets et mêmes angoissés — en nous attachant particulièrement à l'étude des Etats-Unis, géant économique et gendarme du monde.

Cours de l'économie russe et des pays (« satellites »)

Un second exposé a mis ensuite en relief — sur la base des statistiques officielles provenant de Russie et des pays de l'Est — la nature pleinement capitaliste de l'économie soviétique, le caractère fictif de ses plans quinquennaux et la faiblesse intrinsèque du capitalisme russe. Nous avons déjà résumé dans ces colonnes l'essentiel de ce rapport (cf. le *Proletaire*, n° 102 et 103, « Le IX^e plan quinquennal du capitalisme russe »).

Qu'il nous suffise de rappeler ici quelques uns des résultats de la comparaison entre le 8^e et le 9^e plan :

1) les objectifs fixés par le 8^e plan n'ont pas été atteints. Il y a même un écart appréciable entre prévision et réalisation pour les biens de consommation les plus importants (entre autres pour la production de tracteurs et d'engrais, qui est vitale pour une agriculture dont le gouvernement ne cesse de déplorer le retard).

D'autre part l'augmentation globale de la production prévue par le 9^e plan marque une nouvelle diminution par rapport au plan précédent.

2) Ceci confirme d'une part

la loi de la chute tendancielle des taux d'augmentation de la production, d'autre part l'impossibilité organique pour le capitalisme (et que la Russie se prétende « socialiste » n'y change rien) de planifier son économie.

3) Le nouveau plan quinquennal, qui selon ses auteurs devrait tendre à « assurer un essor considérable de la condition matérielle du peuple », révèle en réalité un nouveau ralentissement qui est seulement un peu moins rapide dans le secteur par ailleurs tout à fait sacrifié des biens de consommation nécessaires.

4) Comme tous les « plans » capitalistes, il prévoit un accroissement accéléré de la productivité du travail (de + 36 à + 40 %), alors que l'accroissement prévu du salaire moyen est bien inférieur (de 20-22 %). Les dirigeants russes se proposent d'obtenir cet accroissement de la productivité par le double moyen classique : la carotte des stimulants matériels, primes, réformes, etc., et le bâton de l'appel à la discipline, pour combattre l'absentéisme des ouvriers, leur « relâchement au travail », les vols de matériel,

leurs migrations incessantes d'une usine à l'autre, en quête de salaires moins misérables.

5) Le 9^e plan prévoit une augmentation des revenus des kolkhoziens beaucoup plus forte que celle des salaires ouvriers : on espère évidemment par là obtenir une augmentation de la production agricole et les kolkhoziens sont les vrais bénéficiaires du régime.

6) Enfin les planificateurs insistent sur la nécessité « d'assurer la stabilité des prix », ce qui montre clairement que l'économie russe n'échappe pas au phénomène mondial (et sûrement pas... socialiste !) de l'inflation.

Le tableau sur le commerce extérieur de l'U. R. S. S. avec les pays de l'Ouest met en relief la faiblesse relative de l'impérialisme russe : la Russie exporte vers l'Ouest surtout des matières premières et en importe surtout des biens d'équipement, ce qui signifie que l'économie russe est une économie relativement « sous-développée » par rapport à l'Occident, aire de capitalisme ancien, même si elle est « développée » par rapport aux pays du Tiers-Monde. Le fait est d'ailleurs confirmé par l'importance insignifiante des exportations de capitaux sur l'ensemble de la balance des paiements.

Le rapporteur a relevé ici que l'URSS a de sérieuses difficultés à se procurer des devises pour acheter les biens d'équipement nécessaires et qu'elle s'efforce d'y remédier en développant sa flotte marchande pour économiser sur le fret, en payant les importations (au moins en partie) en matières premières au lieu de les payer en devises, et en commençant (bien que dans une mesure très modeste) à placer le capital financier russe sur le marché mondial.

Enfin le tableau de développement économique des « démocraties populaires » montre que celles-ci sont également sujettes à la tendance générale à la baisse des taux d'accroissement de la production, qui suivent une courbe descendante, interrompue seulement par quelques reprises. Celles-ci coïncident avec l'application des fameuses réformes périodiques obéissant aux « principes » de l'augmentation de l'autonomie des entreprises, de l'introduction des « stimulants matériels » et d'une « ouverture à l'Ouest » toujours plus marquée.

On constate ces dernières années l'effritement dans tous ces pays du monopole absolu de l'Etat sur le commerce extérieur, l'augmentation du chômage, l'exportation de main-d'œuvre tant à l'intérieur du « bloc socialiste » (en direction par exemple de la RDA), que vers l'Occident, et enfin un mouvement de concentration croissante des entreprises industrielles. Tous ces phénomènes rapprochent de plus en plus chaque jour les deux blocs et confirment que toutes les économies « nationales » convergent vers la même crise inévitable.

Dans la seconde partie de la réunion on s'est efforcé de montrer comment et dans quelle mesure ce diagnostic économique se reflète dans le diagnostic politique et social.

★

Dans les deux premiers rapports ont été commentés les indices de la production industrielle des principaux pays, qui montrent que l'économie capitaliste s'achemine vers la catastrophe prévue par notre théorie et ardemment attendue, dans la pratique, par le mouvement communiste révolutionnaire.

Nous avons cependant aussitôt signalé qu'il serait antidiagnostique de déduire mécaniquement et immédiatement de la parabole descendante de l'économie une parabole ascendante du conflit de classe. Dans notre doctrine comme dans l'histoire, les deux courbes ne sont pas directement parallèles et il arrive même souvent qu'il

les s'écartent sous l'influence de facteurs qui échappent à la statistique.

Ceci est particulièrement valable pour la phase actuelle, où le mouvement ouvrier subit encore les effets désastreux de la contre-révolution, qui en a brisé les forces, détruit les organisations, désorienté les avant-gardes. Il suffirait d'ailleurs de rappeler la grande crise de 1929-32, qui a suivi de près le triomphe du stalinisme à l'échelle mondiale, et où le « vendredi noir » de la bourgeoisie n'a pas été suivi, et encore moins n'a coïncidé avec un « vendredi noir » de la guerre de classes.

Et aujourd'hui, alors que les premiers symptômes d'une profonde crise économique commencent à apparaître, on assiste bien à des explosions périodiques de colère prolétarienne, mais ces sursauts sporadiques n'ont pas la grise uniformité de cette période de demi-paix sociale. La démocratie réussit encore à conserver son emprise sur la classe ouvrière, en assurant le maintien de l'or-

dre établi par les moyens qui lui sont propres, alors que dans les périodes de haute tension sociale la bourgeoisie dominante, prise de panique, avait été forcée d'avoir recours à son ultime ressource : une organisation totalitaire, centraliste, avec parti unique, c'est-à-dire au fascisme.

La reprise de la lutte révolutionnaire de classe est encore gravement en retard sur l'exaspération menaçante des contradictions et des ruptures de l'infrastructure économique. Reconnaître ce fait ne signifie nullement pour nous nous décourager ou renoncer à la lutte. C'est au contraire un encouragement à agir pour que, le jour où les forces sociales souterraines aujourd'hui en fermentation se déchaîneront, le parti révolutionnaire marxiste ne se trouve pas pris de court devant la reprise des luttes, comme hélas cela est arrivé tant de fois au cours de ces cent cinquante années d'histoire.

C'est ici que les deux premiers rapports débouchent sur le rapport politique :

Démocratie, fascisme, communisme

Le rapporteur a commencé par rappeler un certain nombre de choses qui devraient, du point de vue de notre théorie, être considérées comme des évidences, presque comme des banalités, mais qui se sont hélas révélées particulièrement difficiles à assimiler et à digérer pour le mouvement ouvrier.

Il s'agit de l'interprétation du fascisme et de ses rapports avec la démocratie, interprétation qui influe à son tour sur la ligne de conduite des forces prolétariennes dans leur lutte contre le capital.

C'est une erreur banale de considérer le fascisme, opposé à la démocratie, comme le règne de la violence par opposition au règne de la non-violence. En effet toute forme de domination de classe est fondée sur la violence, même si celle-ci n'éclate qu'exceptionnellement au grand jour et reste le plus souvent à l'état « potentiel » et non « cinétique ».

C'est une erreur banale de voir dans le fascisme une dictature « despotique », par opposition au jeu apparemment « libre » des classes et des partis dans le cours normal de l'exer-

cice démocratique du pouvoir bourgeois. En effet, toute domination de classe est une dictature, fondée sur le monopole du pouvoir politique comme des moyens de production matériels dans les mains de la classe dominante. La bourgeoisie elle-même, au début de son histoire, a imposé sa loi par la terreur contre les aristocrates et, sur le plan économique, par l'expropriation violente des producteurs ; ensuite elle s'est appuyée sur la force despotique du mécanisme de la coercition silencieuse (Marx) grâce auquel elle a plié et plié encore la classe opprimée à la servir. Et il s'agit bien là de « despotisme », même si le joug apparaît (ou peut apparaître) comme « naturel », et donc « éternel ».

C'est une erreur banale d'identifier le fascisme à un retour en force de la « réaction agraire » pour ne pas dire... féodale, par opposition à « l'intelligence » éclairée d'une bourgeoisie industrielle qui serait par nature « ouverte » et « progressiste » et donc disposée à aller au-devant des légitimes revendications des prolétaires

(Suite page 6)

Le petit livre rouge des lycéens

Son interdiction en France lui a donné un tremplin publicitaire inespéré. Pourtant, cet opuscule est dénué non seulement de caractère subversif, mais même d'intérêt. On peut résumer son but en une phrase : rendre ses jeunes lecteurs aussi... que leurs aînés.

Alors que les lycéens font souvent montre d'une maturité politique qui surprend, tout ce que leur propose ce « petit livre rouge », c'est de singer les adultes dans ce que la société actuelle a de plus dégénéré. Nous ne faisons pas allusion ici aux diverses recettes données dans le chapitre « La sexualité et les rapports sexuels » et qui ne sont que des considérations hygiéniques ; plus importante est l'attitude « politique » que ce livre tente d'inculquer.

Sous couvert de critiquer la discipline, on fait constamment appel au respect superstitieux des « instances supérieures » : ainsi dans le chapitre « comment se plaindre d'un professeur » on peut lire : « adressez-vous pour commencer au professeur... adressez-vous à la direction... adressez-vous aux autorités. » Comme quoi la démocratie s'accommode fort bien de la délation et du chantage. Si toutes les démarches sont vaines, reste le recours à la sacro-sainte opinion publique : « Si vous trouvez que ça fera (sic) trop de tracas de s'adresser aux autorités, alors il faut vous adresser directement aux journaux. »

Autrement dit, la voie pour les lycéens en colère serait de se constituer en groupe de pression pour faire valoir leurs « droits ». Au fait de quels droits s'agit-il ? Essentiellement de droit à ne plus s'ennuyer en classe, et pour cela il faut avant tout « participer, pouvoir travailler le sujet soi-même, pouvoir travailler le sujet avec ses camarades. »

L'ennui — c'est le cas de le dire — c'est que les études perdent tout intérêt pour des raisons extérieures à l'école, et de cela le petit livre rouge ne parle pas. Ce n'est ni la discussion en groupe ni la rénovation pédagogique qui ouvriront des débouchés aux centaines et aux milliers de chômeurs que rejettent chaque année les établissements dits « d'enseignement », établissements dont une des fonctions est de tenter de régulariser le marché du travail en gardant des jeunes hors de la production pendant des années pour en faire ensuite un volant de chômage dont la pression s'exercera même sur les salariés qualifiés, au nom de diplômés qui, s'ils ne donnent pas de travail à celui qui les possède permettent à la bourgeoisie d'abaisser les salaires de toute une catégorie.

De cet avenir et de ce rôle le petit livre rouge ne dit mot, il se place dans l'esprit du système et n'est qu'une des multiples tentatives de la bourgeoisie pour faire supporter la faillite de son mode de production par ceux-là même qui ont le plus intérêt à l'abatte.

syndicat de classe

Supplément au "PROLETAIRE", Organe du Parti Communiste International

Correspondance : " le prolétaire " B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT

N° 23 — 14 juin - 18 juillet 1971

Solidarité de classe contre le racisme social

Depuis quelque temps les exactions, brimades et voies de fait contre les travailleurs étrangers défrayent la chronique. Rixes entre Nord-Africains et jeunes en province, commandos fascistes contre étudiants et ouvriers de couleur, réaction imbécile à odeur de pétrole, qui confond dans le même ressentiment Boumediène et la chair à travail qu'il expédie de l'autre côté de la Méditerranée. Le fait le plus grave, c'est que cette réaction gagne jusqu'aux milieux ouvriers.

Ce n'est certes pas le fait du hasard dans un pays ex-colonialiste où le parti communiste, tout jeune, se fit rappeler à l'ordre par la III^e Internationale pour avoir toléré le racisme dans ses sections nord-africaines et, devenu stalinien, applaudit à la répression du constantinisme en 1945. Le racisme est le produit pourri du nationalisme et le nationalisme la pourriture dans les partis ouvriers.

Mais le racisme est aussi le résultat direct du capitalisme moderne qui importe la force de travail étrangère parce qu'elle coûte moins cher. Le nôtre, faisant d'une pierre deux coups, sut habilement spéculer autrefois sur la concurrence que représente cette force de travail pour la main-d'œuvre nationale et encourageait ainsi les sentiments xénophobes des travailleurs français. Il est clair toutefois que cette concurrence est beaucoup moins directe aujourd'hui et que les travailleurs étrangers sont confinés dans les tâches les plus dures, les plus malsaines, les moins payées ; celles que les ouvriers français refusent de faire. Le racisme qui tente de fleurir parmi ces derniers a donc d'autres causes et d'autres raisons.

Ce n'est pas par pure coïncidence qu'il fait son apparition au moment où le gauchisme rencontre quelque écho parmi les travailleurs étrangers ou, tout au moins, se soucie de leur sort. Dès lors que l'aristocratie ouvrière et ses représentants syndicaux réagissent violemment contre les gauchistes, elle se heurte également aux travailleurs étrangers qui les suivent. Rappelons à ce propos qu'il est à l'origine de ces violences entre ouvriers : entre 1965 et 1968, les gauchistes n'étaient pratiquement pas connus, mais ils n'en étaient pas moins connus et laissés sur le carreau par les commandos stalinien. La seule chose qui ait changé depuis, c'est qu'ils rendent, autant que possible, coup pour coup.

Soudant la violence à la protestation, ils démasquent l'accord tacite entre le patronat et les dirigeants syndicaux qui fournissent à ce dernier le nom des « meneurs » des grèves sauvages. Les stalinien combattent les gauchistes parce que ceux-ci les contraignent à se démasquer comme collaborateurs du capital. Des travailleurs étrangers rejoignent les gauchistes parce que, du côté des stalinien, ils ne rencontrent que des agents du patron. Voilà la véritable clef des velléités actuelles de racisme ouvrier : c'est le racisme social des catégories privilégiées qui veulent collaborer avec le capital et déversent leur haine sur ceux qui s'y refusent.

En ce qui nous concerne, nous n'acceptons pas l'opportunisme

politique du gauchisme, mais nous en rejetons la responsabilité sur la politique de collaboration de classe du P.C.F. et de la C.G.T. : les trotskystes sèment la confusion par leur tactique de noyautage, mais le « frontisme » et « l'entrisme » c'est le communisme dégénéré qui les leur a appris ; les maoïstes croient combattre le « révisionnisme social-démocrate » du P.C.F. actuel en revenant à la violence stalinienne, mais le stalinisme fut le premier révisionnisme du mouvement communiste international.

Nous, nous considérons les travailleurs étrangers, non pas en tant que gauchistes, mais en tant que prolétaires et exploités et nous disons que de leur sort, autant que de la façon dont ils y réagissent, c'est l'opportunisme dominant, c'est le P.C.F. et la C.G.T. qui sont responsables. Cette dénonciation n'est pas gratuite. Lorsqu'on voit les membres « communistes » du Conseil municipal d'Ivry-sur-Seine prendre fait et cause pour la police qui abat un travailleur étranger pour le vol d'un yaourt, lorsqu'on lit sur un tract de la cellule « communiste » de Renault la dénonciation « de la mansuétude de Marcellin » à l'égard de « provocateurs, voleurs, pillards, bandits, selon l'heure et le lieu », on découvre d'où vient le racisme ouvrier !

Combattre le racisme en général est une urgence absolue pour tous les exploités : la surexploitation des travailleurs étrangers, c'est la pression accrue sur toutes les catégories de salariés ; le déferlement de l'idéologie raciste c'est le climat propre à toutes les répressions. Les prolétaires peuvent et doivent y réagir tout de suite : ils sont la seule classe dont l'intérêt immédiat se concilie avec la lutte contre toutes les ignominies de la société bourgeoise. Mais ils ne peuvent le faire, évidemment, qu'en chassant le racisme de leurs propres rangs.

Pourquoi y apparaît-il aujourd'hui ? Parce que les prétendus communistes ont capitulé devant lui durant des dizaines d'années : ils ont pactisé avec les socialistes et les radicaux d'ors que les uns et les autres ont toujours véhiculé la pourriture idéologique bourgeoise au cœur du prolétariat. La cause directe du racisme ouvrier, c'est l'alliance avec les classes moyennes qui contaminent la classe exploitée avec l'égoïsme sordide des petits possédants et l'orgueil nationaliste imbécile de leurs « élites » libérales. Son expression syndicale, c'est le culte de la hiérarchie salariale et la psychologie servile des cadres et de l'aristocratie ouvrière qui laissent le champ libre à la concurrence entre salariés. Comment des catégories rivales et séparées seraient-elles capables de solidarité avec les

prolétaires venant de pays étrangers ?

Nous appelons tous les ouvriers de bonne foi à prendre conscience de ces faits et à se convaincre de cette évidence : c'est parce qu'ils ne combattent pas la politique syndicale de division que le racisme dresse la tête et que les travailleurs étrangers sont acculés à des actes de violence désespérés.

Le principal tort de ces actes, c'est qu'ils sont isolés. Les prolétaires n'ont pas à les désavouer, mais à en changer le contenu en les généralisant, en les transformant en violence de classe, seule arme contre toutes les offensives du capital. Seuls les travailleurs de nationalité française peuvent faire cette transformation et il faut y appeler toute cette masse de salariés moyens que menacent aussi bien le chômage et la ruine et qui n'ont aucun intérêt à coller aux catégories privilégiées et aux décisions d'un syndicalisme servile qui les trahit eux aussi lors de chaque grève.

C'est une tâche difficile en l'état d'extrême division des salariés, mais elle exige tout de suite un sursaut général : à bas le racisme social des traitres au mouvement ouvrier !

C'est eux-mêmes qui le disent !

Il arrive que les bonzes syndicaux disent parfois la vérité, surtout quand c'est aux bourgeois qu'ils s'adressent. Voici ce qu'affirme M. Edmond Maire, secrétaire général de la C. F. D. T. dans une interview accordée à l'hebdomadaire patronal "Les Informations" (début juin 71) :

« Il n'y a rien de moins gauchiste que le type d'action de la C. F. D. T. aujourd'hui. Ce serait vrai si la C. F. D. T. se prêtait à des actes de désespoir du type "briseurs de machines" du 19^e siècle. Mais ce n'est évidemment pas le cas. La C. F. D. T. essaie de "coller" à la condition salariale et aux mécontentements profonds, mais cela soulève des problèmes considérables (...). Il y a du côté syndical un certain retard à trouver des objectifs "intermédiaires" évitant à la fois la déviation (on résoud les problèmes qualitatifs par des primes) et les solutions de désespoir. Néanmoins, les voies commencent à apparaître : modification du système de classification, suppression du salaire de rendement, recomposition des tâches, tous ces thèmes constituent des objectifs "intermédiaires" que les organisations syndicales développeront sûrement de plus en plus dans les mois et les années à venir. »

On ne peut pas avouer plus clairement que le rôle que la direction de la C. F. D. T. assigne au syndicat, c'est de servir de tampon entre les prolétaires et les capitalistes, et de dévier la juste colère des exploités sur une voie de garage : celle des "objectifs intermédiaires". La C. F. D. T. imite comme elle peut la C. G. T. qu'elle suit comme la mouche du coche. Quelques nuances seulement l'en séparent : une certaine nécessité de faire de la surenchère démagogique à l'égard de sa base « gauchiste » acquise depuis 68, et puis sa tautologie typique de détraquée.

Contre les « objectifs intermédiaires », parfaitement compatibles avec le capitalisme, avancés par les bonzes, les prolétaires reprendront l'unique « programme syndical » authentiquement communiste, celui de Marx : ABOLITION DU SALARIAT !

Défense de "l'intérêt national", ou unification internationale des luttes ouvrières

Les premiers signes de la saturation du marché mondial de l'automobile conduisent à une concurrence d'autant plus acharnée qu'elle est internationale : les entreprises européennes exportent plus de 50 % de leur production, le Japon vend aux Etats-Unis l'équivalent de la production de Renault ! Dans ces conditions, le sort de la classe ouvrière s'aggrave partout : pour les entreprises, comme Renault, qui parviennent à se tailler une part plus grande du marché, ce sont les cadences infernales, les heures supplémentaires abrutissantes, bref la surexploitation. Pour celles qui supportent mal la concurrence, comme la General Motors, l'industrie anglaise ou la Fiat, c'est la baisse des ventes et donc la diminution des horaires (ils sont maintenant à 40 heures à la Fiat), bref les bas salaires et le chômage ! Telle est la vraie nature du capitalisme qui ne peut promettre autre chose aux ouvriers que la surexploitation ou le chômage.

Cette pression accrue sur la force de travail provoque des luttes de résistance décidées de la classe ouvrière dans tous les pays : sont tour à tour entrés en lutte les travailleurs de Ford en Angleterre, en Belgique et en Allemagne, ceux de la General Motors aux Etats-Unis, ceux de la British Leyland en Angleterre, ceux de la Fiat en Argentine et en Italie. En ce moment, à la lutte des travailleurs de Renault répond celle des travailleurs de la Fiat à Turin. Ainsi le capitalisme, bien malgré lui, fait de la classe ouvrière une classe internationale. C'est pourquoi les bourgeois luttent désespérément contre les effets de leur propre mode de production en tentant d'enfermer les ouvriers des différents pays dans les frontières des différents Etats nationaux.

défendre les ouvriers répondent à leurs Dreyfus respectifs : « Il n'est pas vrai que les revendications mettent en péril la compétitivité. Nous voulons que la Régie tourne et en même temps une vie décente ! » Tous les opportunistes du monde veulent concilier la compétitivité, c'est-à-dire l'exploitation, avec la « dignité » des travailleurs.

Or, que se passe-t-il dans la réalité ? Si la Régie a pu gagner des marchés, c'est par la surexploitation des ouvriers de Renault qui a provoqué le chômage de ceux de Fiat et d'ailleurs. Et si la Fiat a vu baisser ses ventes, cela est dû aussi aux formidables

grèves qui la secouent depuis deux ans. Ainsi, croire que la production capitaliste et les intérêts des travailleurs sont compatibles est une illusion criminelle car cela fait décoller le « bien-être » de la production et suppose le chômage pour les uns et la surexploitation pour les autres, ainsi que le sabotage de la lutte de résistance des ouvriers à Renault comme à la Fiat : les bonzes opportunistes sont des traitres à la classe ouvrière car en demandant aux ouvriers de défendre la Régie et l'intérêt national, ils se vendent à la bourgeoisie et contribuent à mettre sur la paille les ouvriers des autres pays.

Le capitalisme ne peut que créer la lutte du prolétariat. Ces luttes démentent tous les boniments des bourgeois et de leurs laquais dans les rangs ouvriers. Bien plus, elles se heurtent dans les faits à tous les intérêts nationaux et aux chefs ouvriers traités vendus à leur bourgeoisie : voilà pourquoi le prolétariat est la seule classe que ses intérêts matériels poussent à l'internationalisme : tôt ou tard, sous le fouet de l'implacable nécessité, la lutte économique du prolétariat, qui est internationale dans les faits, devra se donner l'arme adéquate pour son unification et sa centralisation, une véritable INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE, que le prolétariat reconstruira sous la direction de son PARTI DE CLASSE INTERNATIONALE.

PERMANENCES DU PARTI

★ A PARIS : Tous les jeudis, de 19 heures à 22 heures ; les samedis 10 et 24 juillet, de 15 heures à 19 heures ; les dimanches 4 et 18 juillet, de 10 heures à 12 heures, au siège du "prolétaire", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), métro Gobelins.

★ A MARSEILLE : Tous les samedis, de 15 heures à 19 heures, au siège du "prolétaire", 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

★ A SAINT-ETIENNE : Tous les jeudis, de 18 heures à 20 heures, au "Cercle Pédagogique", 90 bis, boulevard Valbenoite.

REUNION PUBLIQUE A PARIS

Le vendredi 9 juillet, à 20 heures 45, au siège du "prolétaire", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), métro Gobelins :

Communisme, démocratie et fascisme.

Tous les Dreyfus de monde, grands ou petits, parlent donc le langage suivant à leurs esclaves salariés : « vos revendications ne peuvent être satisfaites sans mettre en péril notre compétitivité, ce qui vous conduirait au chômage. » Voilà la vérité des bourgeois.

Tous les G. Séguay et les E. Maire du monde, qui prétendent

A NOUVEAU LES 40 HEURES ?

Refusant de signer le dernier accord sur la réduction du temps de travail, les syndicats veulent faire croire à un durcissement soudain de leur attitude. Curieux, n'est-ce pas, lorsqu'on se souvient de la hâte avec laquelle, en juin 1968, au plus fort de l'énorme pression de la classe ouvrière, ils s'empressaient de se jeter sur les quelques miettes de Grenelle pour remettre au travail les 9 millions de grévistes ! En réalité, leur position n'a pas varié depuis. Il leur faut bien, de temps à autre, faire la fine bouche devant les aumônes dérisoires que leur offre un patronat particulièrement « négociateur » ; mais pas de risque qu'ils déclanchent pour autant la bagarre : surtout qu'on n'imagine pas, disent-ils, que nous sommes contre les accords négociés, ce que nous voulons imposer c'est une négociation favorable...

Que la négociation puisse être défavorable, c'est une chose dont la C. G. T. n'aime pas à parler : elle est bien trop occupée à persuader les ouvriers qu'on peut obtenir des « résultats appréciables » sans avoir à se battre, par concertation ou voie légale, par la persuasion ou la bonne volonté réciproque, par tous les moyens sauf la lutte !

Pour justifier cette illusion empoisonnée qu'elle entretient auprès des exploités, elle évoque avec nostalgie les « conquêtes » de 1936. C'est oublier, d'abord, que les 40 heures acquises à l'époque n'ont pu l'être que par une extraordinaire pression des luttes sociales, ensuite que cette concession faite par le patronat coïncidait momentanément avec ses propres intérêts : il s'agissait non seulement de calmer une effervescence sociale dangereuse pour le capitalisme, mais aussi, conjointement, de résorber près d'un demi-million de chômeurs ; toutes choses possibles grâce à la préparation du proche casse-pipes impérialiste.

Mais toute la période suivante montre bien qu'en l'absence de luttes réelles des ouvriers, la durée du travail, en règle générale, évolue en fonction des besoins du capital. Dès février 1945, les dérogations à la loi des 40 heures commencent. C'est le lendemain de la guerre, le capitalisme ne dispose pas de moyens importants pour augmenter la productivité et il doit donc recourir à l'allongement de la journée de travail. Glorieuse époque de la Reconstruction capitaliste : nos « camarades-ministres » agitent la bannière rouge de sang et de la sueur des prolétaires. Travaillez d'abord, revendiquez ensuite !

Cette trahison cynique brise la résistance ouvrière à l'exploitation et permet au capitalisme de réaliser sa tendance la plus générale. Dans tous les pays ex-belligérants, qui doivent faire face à la nécessité d'une intensification rapide de la production, la législation s'adapte aux besoins économiques. En Allemagne, par exemple, la durée quotidienne du travail est portée à plus de 10 heures, auxquelles s'ajoutent encore des heures supplémentaires. En Italie, de même, allongement de la durée du travail qui est accompagné d'une suppression des fameux samedis fascistes dans la mesure où « cette disposition met obstacle à la prolongation de la durée du travail ».

Tant que le prolétariat ne lui fait pas échec, la tendance du capitalisme est donc claire. De 46 à 62, allongement continu de la durée du travail en France, de 62 à 68 baisse extrêmement légère. Aujourd'hui, la France est le pays d'Europe où la durée du travail est la plus élevée. En 69, l'écart avec l'Allemagne atteint bientôt 3 heures. Pourtant, en Allemagne, la productivité par heure et par travailleur n'a pas cessé de

s'élever. Et tous les économistes bourgeois s'accordent à témoigner que la réduction de la durée du travail, loin d'avoir des conséquences funestes, n'a fait qu'aiguillonner et favoriser les progrès dans le sens de la modernisation industrielle et donc de l'amélioration des rendements.

Y a-t-il donc, comme le prétend la C. G. T., une mauvaise volonté du patronat français qui refuse de « faire bénéficier les travailleurs des progrès des sciences et des techniques » ? Ou bien « le responsable est-il à Matignon » ?

Là encore les déclarations de la C. G. T. voudraient masquer la réalité. Leur mensonge est double : d'une part, elles laissent entendre que les revendications des ouvriers peuvent être aisément et perpétuellement satisfaites par le patronat, d'autre part elles déplacent le terrain de la lutte en rejetant « la faute » sur le dos des Chabandemas. Comme si l'Etat bourgeois avait une autre fonction que d'être le défenseur direct des intérêts du capital. Or, la réalité profonde du capitalisme français est tout autre que la réalité idyllique que laisse imaginer la C. G. T.

Le capitalisme n'a pas encore atteint en France un haut degré de concentration. D'une part, il subsiste encore toute une frange de petites entreprises ; d'autre part, le nombre de moyennes entreprises est très important. Pour favoriser un développement rapide de la modernisation économique, les prévisions du VI^e Plan sont sur ce point très claires. Il faut commencer par liquider les petites entreprises, et elles ne résisteront pas à l'abaissement pourtant modéré du plafond de la durée du travail qui a été récemment décidé (50 heures en 1972). Par contre, il s'agit de favoriser une croissance accélérée des moyennes entreprises qui, outre leur importance économique, doivent constituer une base politique et sociale solide pour le capitalisme. C'est là qu'apparaît le sens réel du pseudo-durcissement de la C. G. T. En effet, pourquoi les 40 heures en 3 ans ? Ou, autrement dit, pourquoi pas les 40 heures immédiatement ?

A regarder les faits, la raison en est simple : la moyenne industrie ne pourrait pas actuellement supporter sans difficulté une réduction immédiate du temps de travail. En ce sens, la C. G. T. est « raisonnable » : laisser un laps de temps suffisant à la modernisation de la moyenne industrie c'est, encore une fois, s'adapter aux impératifs de l'économie nationale qui sont, pour elle, au-dessus des intérêts fondamentaux de la classe ouvrière. Ce qu'elle présente comme une politique ferme de défense des intérêts des travailleurs n'est en réalité que le reflet de sa sordide politique de collaboration de classe.

Mais ce n'est pas tout enco-

re. Le mensonge des 40 heures, les économistes bourgeois eux-mêmes le comprennent avec lucidité : « Si une nouvelle convention collective réduit la durée normale, son effet ne sera pas de diminuer le nombre d'heures effectuées, mais d'accroître le nombre d'heures payées à un taux majoré ».

Aux yeux de nombreux ouvriers, l'abaissement du plafond de la durée du travail peut apparaître comme un dommage, car c'est leur enlever la possibilité de faire davantage d'heures supplémentaires. Mais aussi la véritable question doit être posée en d'autres termes : pourquoi la nécessité des heures supplémentaires pour arriver à vivre ? La réponse qui apparaîtra comme une lapalissade semble pourtant avoir été oubliée depuis longtemps par le syndicat : à cause de l'insuffisance du salaire de base, bien inférieur au salaire réel.

Si l'on considère que ce salaire réel représente la somme tout juste suffisante pour vivre, il apparaît alors clairement que ce salaire réel est en réalité établi en fonction de la durée moyenne du travail qui, elle, comprend aussi les heures supplémentaires. Toute revendication de la réduction de la durée du travail n'a de sens que si elle est liée à la revendication de l'augmentation du salaire de base de telle sorte qu'il consti-

tue un minimum vital suffisant.

Quand la C. G. T. avance fièrement la revendication des 40 heures (et en trois ans) sans la lier à ces autres revendications fondamentales que sont l'augmentation du salaire de base et la suppression des heures supplémentaires, c'est pure fanfaronnade. Elle ne peut que servir encore une fois l'intérêt du patronat : entretenir une mystification sur la véritable nature du salaire dans la mesure où les heures supplémentaires y apparaissent comme un cadeau en plus et non comme une partie intégrante du salaire réel ; et laisser au patronat la possibilité de jouer sur les salaires en jouant sur les heures de travail selon les besoins de la production.

Pas d'abaissement du temps de travail sans augmentation de salaire, car quand le salaire est satisfaisant c'est parce que la semaine de travail est longue ! Mais encore pas de réduction de la durée du travail sans réduction de l'intensité du travail ! car le capitalisme a tôt fait d'allonger la journée raccourcie en intensifiant davantage encore le travail, en le « condensant » grâce aux progrès de la technique. C'est pourtant à ce progrès que la classe ouvrière devrait faire confiance, ne cesse de répéter la C. G. T. Comme si l'esclave pouvait es-

pérer s'engraisser en même temps que son maître ! Comme s'il suffisait de tendre la main au lieu de lever le poing !

A bas ces endormeurs qui veulent nous faire croire qu'on peut défendre à la fois l'économie nationale et la cause ouvrière. Les prolétaires n'ont pas de patrie, ils n'ont qu'un seul et même ennemi et on ne collabore pas avec son ennemi. Lutter pour la réduction du temps de travail est indispensable, de même qu'il est indispensable de lier toutes les revendications fondamentales de la classe ouvrière en une seule lutte contre l'exploitation forcée du capital.

Alors apparaîtra le sens véritable du combat : sous le régime de l'esclavage salarié, l'esclave ne bénéficiera jamais que de miettes, et c'est contre ceux qui leur préchent la collaboration de classe que les ouvriers devront entrer en lutte.

Qu'il n'y ait aucune possibilité solide de progrès social réel dans les cadres de l'économie de marché, sous la domination de l'Etat capitaliste, les faits se chargent eux-mêmes de le démontrer. Lutter pour la satisfaction des revendications, c'est lutter pour la destruction révolutionnaire de l'Etat bourgeois capitaliste. Et gare alors à tous les défenseurs de l'ordre bourgeois ! Gare au jour où les jaunes devront trembler comme des bourgeois !

Ce que serait la démocratie avancée...

Les promesses que fait miroiter le P.C.F. à propos de la « démocratie avancée » ou « véritable » et d'une éventuelle prise de pouvoir par l'« union de la gauche » sont si vagues, si peu appuyées sur les faits et sur l'expérience quotidienne qu'ont les ouvriers de l'exploitation capitaliste, qu'on aurait quelquefois tendance à y voir une pure utopie, un beau nom pour masquer l'absence de toute perspective politique ferme. On aurait tort.

Toujours, et par exemple, récemment, en mai 68 (voir notamment les numéros 53 et 55 du « prolétaire »), nous avons mis en garde les ouvriers qui nous lisent : « un gouvernement populaire » à la manière des Marchais et des Mitterrand serait le meilleur gérant du capital. La fameuse « alternative démocratique » n'est pas un pur mirage : la bourgeoisie ne tient pas à céder le pouvoir à une coalition des « partis de gauche », mais, pour passer le cap des tempêtes sociales, elle préfère à une insurrection révolutionnaire ce moindre mal qui, à l'épreuve des faits, devient un grand bien pour le capital. Elle l'a prouvé en Allemagne, en 1919, lorsque les « socialistes » Ebert et Scheidemann prenaient l'Etat en main pour noyer dans le sang l'insurrection spartakiste et assassiner au nom de l'« ordre républicain » ses chefs, Liebknecht et Rosa Luxembourg. Elle l'a prouvé en France en 1945, lorsque les partis de gauche, P.C.F. en tête, pourvus de cette large majorité démocratique après laquelle ils soupiraient maintenant, furent chargés de remettre les ouvriers au travail, jetant, entre autres, aux oubliettes les 40 heures et l'avancement de l'âge de la retraite, parce qu'il fallait « reconstruire l'économie », c'est-à-dire - qui pourrait le nier aujourd'hui ? - reconstruire le capitalisme, reconstruire les conditions d'exploitation maximum du prolétariat.

Aujourd'hui, après l'échec de la grève Renault, malgré la lutte courageuse de la base, l'« Echo des Métallus », organe de la section Renault du P. C. F. (n° 178, mai 1971), développe bien clairement et sans voile la même perspective. Naturellement, les bonzes y crient à la « grande victoire » et même (pourquoi pas !) au « double succès » ; ils laissent entendre, comble de bouffonnerie, que la grève aurait été une noire machination des gaullistes et des gauchistes unis contre Dreyfus, ce petit saint et martyr de la nationalisation, qui se serait ainsi trouvé, déplore l'« Echo », « désigné de tous côtés à la vindicte publique ».

Mais il faut lire surtout l'article intitulé « Les ingénieurs, cadres et techniciens dans la lutte pour la solution du conflit », où un plumitif mielleux explique que le comportement des cadres et techniciens pendant la grève annonce et préfigure la future « union des forces de gauche »... « Quand le parti communiste parle de l'alliance des travailleurs manuels et intellectuels, il n'exprime rien d'autre que cela ». Or, que s'est-il passé ?

Le même article l'explique : « Ainsi, pendant trois semaines vécut sans heurts les OS lock-outés et les professionnels qui assumaient la garde, jour et nuit, de l'usine, et tous les mensuels, qui eux, venaient travailler, mais en même temps affirmaient avec de plus en plus de force leur exigence de la levée du lock-out puis de la non-discrimination vis-à-vis des travailleurs du Mans ». Voilà la situation, qualifiée de « complexe, mais riche de possibilités d'actions unies », signe de « maturité », parce qu'on « a su éviter de tomber dans l'agitation superficielle, ouvrière, que l'occupation d'usine peut suggérer » (!) Voilà la situation en langage de jésuites et de traitres de classe !

Pour nous, communistes, cela s'appelle : briser une grève, puis donner la bénédiction syndicale aux jaunes qui ont permis à la Régie d'écouler la production malgré le

lock-out ; diviser les ouvriers, plier les prolétaires les plus résolus à la frousse naturelle à une grande partie de l'aristocratie ouvrière et à la petite et moyenne « nouvelle » bourgeoisie, qui, bien que « salariée », a, elle, quelque chose à perdre, et le sait ; quand ce n'est pas, comme cela s'est passé à Flins, livrer les ouvriers les plus combattifs à la répression de la maîtrise.

Cette « situation complexe » que la C. G. T. et le P.C. F. promettent, selon l'article en question, de « transposer à l'échelle du pays » sous le nom d'union de la gauche et de démocratie avancée, vous la connaissez bien, camarades ! C'est le bon vieux capitalisme, aidé, soutenu et maintenu par l'hypocrisie réformiste, et continuant, avec de belles phrases populaires et tricolores, à exploiter toujours plus l'ouvrier, à le plier au respect des chefs, du travail, du profit, fût-il « national » !

Camarades, nous pouvons remercier les bonzes de l'« Echo des Métallus » ! Si vous les laissez faire encore une fois, si vous ne dénoncez pas leur boniment, ils tiendront, comme en 45, tout ce qu'ils promettent ouvertement ! Mais un prolétaire averti en vaut deux !

Directeur-Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »
1, 3, 5, Boulevard Schloesing
MARSEILLE (X^e) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P.

Prolétaires de langue italienne, lisez les organes du Parti communiste international :
il programma comunista
journal bi-mensuel
et
il sindacato rosso
mensuel de lutte syndicale
Abonnement annuel: 15 F - Commandes au "prolétaire"

| | |
|---|---|
| <p>Correspondance : " le prolétaire " B.P. 375, MARSEILLE-Colbert</p> <p>Versements : " le prolétaire " C. C. P. 2202-22, MARSEILLE</p> <p>Abonnements : " le prolétaire " 1 an : 10 F (100 FB) 6 mois : 5 F (50 FB) (pli fermé : 15 et 7,50 F) " programme communiste " 1 an : 15 F (150 FB) " programme communiste " et " le prolétaire " 1 an : 25 F (250 FB)</p> | <p>Bulletin d'abonnement</p> <p>NOM :</p> <p>Prénoms :</p> <p>Adresse :</p> <p>.....</p> <p>★ " prolétaire " : 6 mois. ★ " prolétaire " : 1 an. ★ " programme communiste " ★ combiné.</p> <p>(entourer l'étoile)</p> |
|---|---|

Pour faire le point sur la "question chinoise"

(Le lecteur trouvera le début de cette étude dans les numéros 82, 84, 86, 87, 89, 91, 93, 97, 98, 101, 103, 104 et 106 du "prolétaire".

Etat ouvrier et Etat bourgeois

Tout ce que nous avons montré jusqu'à présent : comment le P.C.C. a pris toutes les caractéristiques d'un parti national bourgeois, comment il est devenu le « véritable Kuomintang », trouve sa confirmation aussi bien dans la structure de l'Etat chinois que dans sa politique.

Comme nous l'avons déjà dit, en citant Mao lui-même, l'Etat « de la nouvelle démocratie » ne devait pas être la dictature du prolétariat, ni la dictature « d'aucune classe en particulier » ; en cet Etat devait se réaliser la domination commune de toutes les classes de la société chinoise — à l'exception des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie compradore — avec pour objectif la défense des intérêts nationaux de la Chine.

En langage marxiste, cela signifie que l'Etat chinois est un Etat qui exprime les intérêts généraux de l'accumulation capitaliste en Chine, en s'appuyant sur la petite bourgeoisie paysanne, et en soumettant toutes les couches sociales à cette exigence première. Conformément à cette directive « populaire », la bataille pour l'unification du pays fut menée de la façon la plus modérée possible, et on chercha par tous les moyens à rassembler le maximum de forces sur le front de la défense nationale.

Nous avons déjà vu les tentatives faites par le P.C.C. à la fin de 1947 pour arriver à un compromis avec le Kuomintang et avec Chiang, et comment il sacrifia à cet objectif de conciliation jusqu'aux moindres revendications des paysans.

La « guerre de libération » qui prit fin en 1949 avec la victoire du P.C.C. n'apporta pas pour autant des luttes de classes violentes : la consigne était de « réunir tous ceux qui peuvent être réunis ». La lutte ne se développa que contre la domination du Kuomintang décrépit et contre ses protecteurs américains ; par contre, sur le plan intérieur, on poursuivait une politique de conciliation avec les propriétaires terriens : parmi eux seuls les « contre-révolutionnaires endurcis », c'est-à-dire ceux qui soutenaient Chiang, devaient subir la répression et être privés de leur terre.

Le choc entre les classes fut atténué au maximum et, dans de nombreux cas, les intérêts immédiats des masses furent sacrifiés à la coexistence « pacifique » au sein du bloc des quatre classes.

C'est pour cette raison que pendant la guerre ne se forma aucune organisation spécifique de classe du type des soviets ou des « unions paysannes » com-

me on en avait eues en 1927. La seule organisation existante fut celle de l'armée populaire englobant tout le « peuple » et qui, même si son noyau combattant se composait de paysans pauvres, n'en présentait pas cependant comme une organisation de classe.

C'est pourquoi non seulement la République populaire fit participer différents groupes et partis au gouvernement de l'Etat, mais elle en théorisa la nécessité et l'utilité, parce qu'en Chine, le pouvoir avait été pris non par une classe, mais bien par « le peuple ».

Le P.C.C. lui-même présente aussi le même caractère « populaire » et non de classe : en 1956 il comprenait encore 10 millions 730 mille membres, dont 14 % d'ouvriers, 69 % de paysans et 12 % d'intellectuels. Un bel exemple assurément pour les enrégés du maoïsme, qui sont en même temps des partisans de la composition exclusivement ouvrière du parti.

Mais c'est surtout la politique de l'Etat chinois qui met en pleine lumière son caractère bourgeois. En effet, comme nous l'avons affirmé précédemment, on ne peut définir le caractère de classe d'un Etat ou d'un parti en comptant combien d'ouvriers ou de bourgeois il comprend ; le parti prolétarien se définit par sa direction politique conforme aux intérêts généraux et historiques de la classe ouvrière ; de même l'Etat prolétarien se caractérise-t-il par une politique tendant à favoriser l'émancipation prolétarienne et la marche en avant vers la société sans classe.

C'est la direction de la politique d'un Etat qui définit sa nature prolétarienne ou non. Voyons donc la politique de l'Etat chinois. Le premier acte de la République « populaire » fut la réforme agraire. De 1949 à 1953, on procéda au « grand partage » qui se limita en réalité à distribuer aux paysans pauvres environ 700 millions de mous sur près de 2 milliards de mous de terres cultivables. En réalité, le partage de la terre ne pouvait pas constituer en Chine la solution de la question agraire, étant donné le caractère particulier de la structure de la propriété agricole déjà parcellisée à l'extrême depuis des millénaires.

En effet, la terre appartenait à un petit nombre de propriétaires terriens, mais ceux-ci la louaient par petits lots aux paysans. La terre était donc déjà divisée et il n'était pas possible de la diviser davantage.

C'est si vrai qu'en 1927, comme nous le rappelions, le prolétariat avait revendiqué non le partage des terres, mais bien la nationalisation du sol, qui aurait permis entre autre la formation de grandes exploitations d'Etat, avec des ouvriers salariés et des moyens techniques modernes. La revendication du partage des terres était au contraire la revendication typique des paysans moyens, c'est-à-dire de ceux qui, déjà, cultivaient un petit lot de terre, mais qui voulaient se libérer du loyer onéreux qu'ils devaient payer au propriétaire.

Et en effet, ce fut la seule couche qui bénéficia du partage : il resta un nombre considérable de paysans pauvres, c'est-à-dire privés de terre ou possédant un lopin insuffisant

pour vivre. Bien mieux : il continua à y avoir des propriétaires fonciers et des paysans riches même si l'étendue de leurs lots fut réduite.

« A chaque paysan son lopin de terre » : telle fut la formule petite-bourgeoise de Mao ; mais en réalité la situation de la Chine ne permettait pas à chaque paysan d'avoir son « lopin de terre », et la condition de la plus grande partie des paysans pauvres demeura inchangée en dépit des promesses de Mao.

On voit clairement ici — et on le verra encore plus clairement ensuite — quelle classe constitue la base de l'Etat chinois. Contentons-nous, pour l'instant, de citer les compte rendus du 8^e Congrès du P.C.C., tenu en 1956 (c'est-à-dire trois ans après la fin de la réforme agraire) :

« La population rurale de l'ancienne Chine comptait 60 % à 70 % de paysans pauvres et d'ouvriers agricoles. Après la réforme agraire, la situation économique des grandes masses paysannes s'est sensiblement améliorée et de nombreux paysans pauvres et ouvriers agricoles se sont élevés (?) à l'état de paysans moyens. Cependant, étant donnée la faible étendue des terres arables dans nos régions rurales, par rapport au nombre élevé de la population, les paysans dans l'ensemble du pays ne possèdent en moyenne que 3 mous par tête (environ 2000 m²), et dans de nombreuses régions du Sud, seulement un mou ou même quelques dixièmes de mou. Il y a donc encore dans les régions rurales des paysans pauvres et des couches inférieures de paysans moyens, qui forment 60 à 70 % de la population. »

Comme on le voit, la réforme n'avait apporté d'améliorations substantielles qu'aux paysans moyens et riches, qui se voyaient délivrés du tribut à payer au propriétaire foncier.

Effectivement, aussitôt après la réforme, les paysans pauvres déçus se livrèrent dans certains cas à des « excès », que le P.C.C. dut réprimer. La terre avait été donnée aux paysans en toute propriété, avec plein droit d'achat, de vente et d'héritage ; la conséquence en fut, immédiatement après la réforme agraire, un autre phénomène caractéristique : l'expropriation par un simple mécanisme économique des paysans pauvres par les paysans moyens et riches.

Cette situation devait amener la tension de la lutte de classe à un degré terrible dans les campagnes chinoises et l'Etat dut se hâter de prendre des mesures.

Ce fut la collectivisation.

Mais la réforme agraire démontre clairement deux choses : que ce mode d'intervention dans l'économie n'a rien de commun avec la voie qui mène vers le socialisme, qu'il est une véritable concession aux illusions petites-bourgeoises de la paysannerie ; et d'autre part, que les dirigeants chinois eux-mêmes, et Mao en premier lieu, étaient victimes de ces illusions, et qu'ils n'avaient plus rien de commun avec la théorie marxiste et la vision propre au prolétariat.

Mao déclarait en effet en 1953 :

« Après la libération, l'enthousiasme des paysans pour la production dans le cadre de l'économie individuelle était inévitable. Le parti comprend parfaitement cette caractéristique des paysans en tant que petits propriétaires, et souligne que nous ne devons pas méconnaître et repousser l'enthousiasme des paysans pour cette forme de production. Pendant une période considérable... la propriété privée de la terre doit être protégée. »

Et la loi agraire du 28 juin 1950 affirme : « Le régime de propriété des terres par la paysannerie sera instauré dans le but de libérer les forces productives de la campagne, d'accroître la production agricole et de préparer la voie à l'industrialisation de la nouvelle Chine. »

On voit clairement par cette citation que la remise de la terre aux paysans avait pour but d'accroître les forces productives, et que cet état de choses devait être maintenu longtemps.

Qu'est-ce que cela signifie, sinon s'illusionner dans l'appréciation de la situation réelle de l'agriculture chinoise, sinon agir à l'aveuglette dans le domaine économique, ou mieux, agir exactement selon la mentalité du paysan moyen ?

Et en effet, si la division des terres amena une amélioration immédiate des conditions de vie des paysans, elle n'entraîna pas — et ne pouvait entraîner — un accroissement des forces productives.

En premier lieu, les paysans « libérés » cherchèrent surtout à atteindre un meilleur niveau de vie, et dans les petites parcelles de terre, on continua à utiliser les méthodes arriérées en usage depuis des millénaires.

En second lieu, la limite même imposée à l'étendue de la propriété interdisait l'utilisation de techniques plus modernes, et l'industrie n'était pas en mesure de fournir les moyens nécessaires à la mécanisation de l'agriculture. En outre, étant donné le régime des eaux, la division extrême des lots et le peu de moyens à la disposition de l'Etat central, il se produisit une série de catastrophes — inondations ou sécheresses, — qui réduisirent encore les augmentations minimum prévues dans la production.

En 1954, un an à peine après la déclaration de Mao qui promettait une longue vie à la petite propriété paysanne, les faits réels avaient déjà imposé aux dirigeants chinois le passage à la collectivisation. Voici comment le compte rendu du 8^e Congrès du P.C.C. la décrit :

« Il est peu probable qu'ils (les 60-70 % des paysans pauvres) réussissent à atteindre un niveau de vie convenable s'ils persistent dans l'exploitation individuelle de leur lopin de terre. C'est pourquoi les paysans pauvres et les paysans non aisés qui forment la majorité de la population répondent avec ardeur à l'appel de notre parti et désirent prendre le chemin de la coopération. »

Mao, dans son article de 1955 sur la coopération agricole, avait été encore plus explicite : « Comme chacun a pu le remarquer au cours des dernières années, la tendance spontanée au capitalisme dans les campagnes n'a cessé de croître et on a vu partout apparaître de nouveaux paysans riches. Beaucoup de paysans pauvres manquant de moyens de production suffisants n'ont pas encore échappé à la misère ; certains sont endettés ; d'autres sont obligés de vendre ou de louer leur terre. Si nous laissons cette tendance se développer, la division de la campagne en deux pôles opposés s'aggravera de jour en jour. »

L'Etat chinois a sa base sociale dans la paysannerie et il ne peut tolérer que la lutte de classes explose dans les campagnes. Le bloc social sur lequel il s'appuie doit demeurer intact. C'est pourquoi il abandonne la politique précédente et s'efforce d'endiguer le mécontentement des paysans pauvres en lançant le mouvement coopératif. Mais il est nécessaire d'agir avec prudence, pour ne pas déclencher l'hostilité des couches supérieures de la paysannerie, dont les exploitations sont les plus productives.

On commence donc par créer des coopératives de caractère « à demi socialiste », où la propriété privée de la terre est parfaitement reconnue et où seule la gestion est commune : « Il s'agit de coopératives de type élémentaire, simplifiant la participation des paysans sous forme d'un apport de terres et une gestion unique qui laisse cependant subsister la propriété privée de la terre et des principaux moyens de production. »

Ce n'est que dans un second moment que ces coopératives sont « réorganisées » en une forme supérieure, dite « socia-

liste », où il n'existe plus de propriété privée de la terre (sauf un lopin individuel) et où les moyens de production sont collectivisés ; mais la répartition du revenu à chacun des membres de la coopérative tient compte de l'apport des terres de chaque paysan.

L'Etat chinois s'efforce de conserver à tout prix intacte une base sociale en effervescence, et qui menace de le faire sauter. Nous avons vu comment la collectivisation se proposait de calmer le mécontentement des paysans pauvres. Voyons comment le 8^e Congrès décrivait la politique du P.C.C. :

« La politique de classe du Parti au cours du mouvement de coopération agricole tend à favoriser dans les coopératives la prédominance des paysans pauvres et des couches inférieures des paysans moyens sortis de la pauvreté à la suite de la réforme agraire et en même temps de s'appuyer sur l'appui solide des paysans moyens. »

« Bien que les paysans moyens aisés et relativement aisés soient en minorité dans nos campagnes, ils exercent toutefois une grande influence sur les couches inférieures des paysans moyens et même sur les paysans pauvres. En général ces paysans moyens aisés appuient le parti communiste et le gouvernement populaire... Il est toutefois inévitable qu'ils tendent à prendre une attitude ambiguë quand il s'agit d'aller vers la coopération. Pour consolider notre alliance avec les paysans moyens, le facteur clé c'est d'appliquer rigoureusement dans le mouvement coopératif la politique de libre adhésion et d'avantage réciproque... Non seulement le parti interdit qu'on oblige les paysans moyens à adhérer aux coopératives, mais il prescrit d'y admettre en premier lieu les paysans pauvres et les couches inférieures des paysans moyens et de ne pas y admettre en général les paysans moyens relativement aisés durant le développement initial du mouvement de coopération. Le parti a également précisé qu'avant ou après l'entrée des paysans moyens dans les coopératives, il est interdit de nuire à leurs intérêts ou de ne pas en tenir compte, en particulier en ce qui concerne les dispositions relatives aux moyens de production qui constituent leur apport à la coopérative. »

Ces quelques citations montrent clairement dans quelles contradictions se débat l'Etat chinois depuis 1949 dans ses tentatives d'assurer le développement capitaliste de la Chine. Il est clair qu'il n'y a là rien de commun avec la dictature du prolétariat ni avec le socialisme. Il s'agit des douleurs qui accompagnent la naissance d'un capitalisme jeune qui a du mal à se frayer un chemin dans un pays de rapports de production petits-bourgeois et qui, à l'échelle mondiale, se trouve pris dans l'étau de l'impérialisme mondial.

Dans ses thèses de 1920 sur la question nationale et coloniale, Lénine notait déjà que la bourgeoisie des pays coloniaux tendait à dissimuler les nécessités de son développement sous un masque de faux socialisme.

C'est exactement la situation de l'Etat chinois et nous le verrons plus précisément encore dans la suite de ce travail.

(à suivre)

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1971

LISTE N° 5

Lucien, 47 ; Gérard, 50 ; Pataro, 100 ; Piccino, 50 ; S. et R., 70 ; Réunion Régionale Lyon, 537 ; Lyon, 14,50 ; Paris, 929,40 ; Nancy, 50 ; R. et R., 40.

Liste n° 5 1.887,90 F
Total précédent... 12.270,50 F

Total général .. 14.158,40 F

NOTRE DAME DEMOCRATIE

Le Pape, tout le monde le sait, distingue nettement ce bas monde de l'autre ; le temporel du spirituel. Cependant, de peur de laisser ses brebis errer à l'aventure à la merci des pernicieuses influences du siècle, il leur donne de temps à autre — sans toucher nullement à la politique — une leçon de philosophie sociale. Ainsi, sévère mais juste, il vient à nouveau de condamner à la fois le « marxisme athée » et l'« idéologie libérale ». Et comme il sait pour l'avoir répété souvent que seules les critiques constructives sont admissibles, il s'est mis en peine d'apporter sa pierre à la civilisation moderne : il s'est prononcé, sans doute après de longues réflexions, pour la recherche d'un « type de société démocratique ».

Le Pape vous l'affirme : démocratie et capitalisme sont des choses tout à fait opposées. Le P.C.F. ne le démentirait d'ailleurs pas ; mais seul le Pape pourrait avoir recours aux belles ressources de la religion pour tenter de nous convaincre, par exemple, qu'il n'y a pas davantage de rapport entre capitalisme et démocratie qu'il n'y en eut entre Marie et Joseph lorsqu'elle conçut l'enfant Jésus.

L'ENNEMI EST CHEZ NOUS

(Suite de la première page)

les primes à la productivité ? C'est l'opportunisme syndical.

Ensuite dans l'idéologie que lui prodiguent ses propres dirigeants, qui ne jurent que par la démocratie au moment même où elle n'a pas d'autre contenu que le fascisme et qui chantent comme une « conquête ouvrière » chacune des victoires remportées par ce dernier. Après des dizaines d'années de cette mise en condition, les sans réserves ont acquis une psychologie de possédants et voient dans le « désordre » une menace pour leur précaire sécurité. Sur ce plan encore le responsable n'est pas difficile à identifier. Qui inculque aux ouvriers la foi aveugle en la loi bourgeoise, la confiance illimitée dans le progrès social, l'illusion de remèdes possibles aux maux incurables du capitalisme ? Encore et toujours l'opportunisme.

Lorsque la corruption économique et le mensonge idéologique n'y suffisent pas, c'est le chantage à la peur qui vient les épauler pour museler les travailleurs. C'est aussi la troisième responsabilité de l'opportunisme qui vient renforcer et couronner l'effet des précédentes. Non seulement la peur de la répression se propage par sa bouche même, mais il y gagne des catégories entières qui se trouvent ainsi objectivement mobilisées au sein du prolétariat contre des velléités de classe du prolétariat.

« L'aventure » qu'il dénonce dans les grèves minoritaires retourne contre les grévistes les réactions ouvrières au lock-out patronal. La « provocation » qu'il découvre de toute part répand un climat de terreur parmi les salariés. La condamnation qu'il formule à l'égard d'actes de violence est une véritable invitation à la répression. La situation en effet, ne tolère plus de neutralité entre les flux contradictoires qui agitent la société. Tout démocrate est fasciste en puissance. Qui « défend l'outil » protège en fait l'usine contre les grévistes. L'invocation de « l'ordre » a valeur d'appel à la brutalité policière.

L'alternative se précise de mois en mois et révèle l'oppression inhumaine, la misère sordide et les procédés d'exploitation barbares que l'expansion économique, chantée par les larbins du capital à l'abri du rideau de fumée démocratique, ont développés durant un quart de siècle. Par ceuvre du syndicalisme de concertation, un fossé s'est creusé à l'intérieur de la même classe : d'un côté les esclaves salariés importés d'outre-mer par le capital, de l'autre ses « nationaux » promis à la promotion sociale ; d'une part les jeunes, chômeurs avant de travailler, de l'autre les chevronnés qui accèdent à la maîtrise.

Et quand la rage s'empare des uns face à l'indifférence ou l'égoïsme des autres, la division apparaît dans toute sa hideur, les agents syndicaux du capitalisme se montrent sous leur vrai jour : dressant les repus contre les affamés, les dociles contre les indisciplinés, les « raisonnables » contre les révoltés. Les travailleurs étrangers sont

parqués à dix par pièces, mais les dirigeants syndicaux les détournent de la grève en agitant la menace d'expulsion. Près de la moitié des salariés vit avec 1.000 F par mois, mais l'aristocratie ouvrière se paie des nervis pour cogner sur ceux qui réclament des augmentations uniformes.

Le rôle de l'opportunisme, dans cette situation, est doublement criminel : il terrorise ou décourage la grande masse des salariés moyens et aux catégories outrageusement sous-payées ne laisse d'autre ressource que l'acte sauvage, désespéré, la voie de fait contre les cadres par exemple. Et ces derniers se rebiffent, demandent protection, prétendent s'armer, tout comme les boutiquiers du Quartier Latin ridiculisés par la police qu'ils implorent. La voilà bien la graine de fascisme au sein des classes salariées !

Mais qui l'a semée, sinon ceux qui capitulent à longueur d'année devant le capitalisme et prennent fait et cause pour lui devant ceux qui ne le suppor-

tent plus ? Rivalité et haine entre catégories ; racisme et hargne conservatrice, voilà la psychologie fasciste et la polarisation contre-révolutionnaire que les champions de la démocratie engendrent dans la classe ouvrière.

**

Ce mouvement irrésistible qui attire en direction de la conservation sociale une partie de la classe ouvrière, c'est à l'intérieur de cette classe qu'il faut le briser.

Aujourd'hui, la lâcheté morale des chefs entraîne la peur physique de la base ; l'instinct immédiat de conservation étouffe les impulsions de révolte, la concurrence viscérale ruine toute solidarité, la peur de l'avenir tarit toute audace sociale. Mais par dessus tout, la force qui détermine l'ensemble et prolonge la contre-révolution, c'est l'incapacité des ouvriers d'en identifier parmi eux le principal agent. Ils veulent bien admettre que leurs chefs se trompent, non qu'ils les trompent. Cette cécité

n'est pas un fait de conscience, mais un conditionnement général qui résulte de l'imbrication des facteurs évoqués plus haut. Les réactions qui parcourent tout le corps du prolétariat expriment les effets, répercutés et amplifiés par l'opportunisme, de l'intimidation capitaliste. Leur force est telle qu'elle règle la démarche de toutes les tendances, y compris de celles qui se prétendent révolutionnaires tout en réintégrant périodiquement, par opportunisme « gauchiste », des fragments de révolte dans la confusion et la servilité générale. Qui en est responsable, demandons-nous à nouveau ?

Certes, pas cette masse trompée et amoindrie, ce chaos d'individus divisés et écorchés qui constitue la masse ouvrière d'aujourd'hui, privée de son parti de classe. Le responsable c'est l'opportunisme et le lien à trancher pour que l'avantage change de camp est un lien politique.

Il n'existe pas de recette magique pour briser l'enchaînement réactionnaire que nous

avons décrit. Mais nous savons bien comment peut commencer le renversement du processus. Que ceux qui livrent aujourd'hui des combats isolés et vains contre le patron inaccessible ou le gouvernement bien à l'abri prennent conscience du véritable adversaire : le syndicalisme de trahison. Que des milliers d'ouvriers réussissent ce que les quelques centaines d'O. S. de Renault n'ont pu faire : chasser les traîtres de leurs rangs. Une grève sans saboteurs pour la trahir et la corrompre, ce peut être la diane du combat prolétarien, la réaction en chaîne qui change de sens. Mais même à ces premiers gestes de classe il faut une certitude : celle que l'ennemi est chez nous, dans nos propres rangs, qu'il faut l'y affronter et l'y combattre sous peine d'un nouvel écrasement sanglant du prolétariat.

Ce n'est pas une phrase, un mot d'ordre, c'est le produit de toute l'expérience historique du prolétariat, son programme, la formule de sa reconstitution en classe.

REUNION GENERALE DU PARTI

(Suite de la page 2)

avec un rameau d'olivier plutôt qu'avec un bâton de chêne.

La célèbre « bourgeoisie libérale et éclairée » de la Belle Époque (celle de Giolitti, en Italie) appuya sa domination non seulement sur la corruption réformiste mais sur la répression de l'Etat et sur les violences « irrégulières » des bandes armées. Après la première guerre mondiale, c'est elle qui a financé, armé, cajolé le fascisme. Ce n'est pas un hasard si celui-ci est né à Milan, au cœur même de la région de la grande industrie et de la haute finance, s'il a commencé ses premières expéditions punitives non dans le Sud des « latifundia », mais dans la vallée du Pô, région de culture intensive et de grandes propriétés à gestion capitaliste, et s'il n'a pu chanter victoire et « marcher sur Rome » en wagon-lit pour y recevoir les insignes du pouvoir, avant d'avoir vaincu les citadelles prolétariennes des grandes métropoles industrielles au cours de deux années de combats acharnés.

En Allemagne, la montée du nazisme n'a commencé que lorsque (devant la crise toujours plus menaçante, et alors que la démocratie ne réussissait plus à endiguer la pression des antagonismes sociaux) la grande industrie de la Rhénanie et de la Ruhr a décidé de lui donner son appui, lui permettant ainsi de sortir de la Bavière agricole, où il végétait.

C'est une erreur banale de confondre le fascisme avec une « révolution des classes moyennes » dirigée à la fois contre l'assaut du prolétariat et contre la domination écrasante de la « ploutocratie ».

Il est vrai que le fascisme a recruté ses troupes dans les rangs des demi-classes déguées et déracinées par le bouleversement de la guerre et de l'après-

guerre, mais c'est le fascisme qui les a plées à son service, et non les classes moyennes qui se sont servies de lui. Il ne pouvait pas en être autrement : ces couches sociales intermédiaires qui n'ont pas de rôle autonome à jouer et qui se bercent d'illusions sur leur influence sont destinées à se mettre à la remorque de celle des deux seules classes politiquement actives parce qu'elles jouent socialement un rôle la grande bourgeoisie et le prolétariat, qui remporte la victoire, puis à être rejetée par elle avec mépris. C'est ce que montre l'histoire même des conflits internes du fascisme, depuis les périodiques levées de boucliers des fascistes « romantiques » de la première heure en Italie, jusqu'à la révolte de Röhm et à sa défaite lors de la « nuit des longs couteaux » en Allemagne.

C'est une erreur banale de croire que le fascisme inaugure un « rôle nouveau » de l'Etat, lequel cesserait de se poser en « arbitre » au-dessus des classes (ou, si on n'admet pas l'existence des classes, au-dessus des « citoyens ») et même au-dessus de la production, pour intervenir d'autorité dans la vie sociale et économique. En effet, l'Etat est par définition l'instrument d'une classe ; son rôle direct dans la genèse et dans l'affirmation du mode de production capitaliste est illustré avec une vigueur éclatante dans *Le Capital* de Marx, son intervention pour « discipliner » le domaine social et politique est déjà mise en lumière dans *Les luttes de classes en France*, son extension s'inscrit dans l'évolution de l'« impérialisme, stade suprême du capitalisme », analysé par Lénine. Tout au plus peut-on parler d'amplification du rôle traditionnel de l'Etat bourgeois, dans une phase spécifique du mode et des rapports de production capitalistes, sous le double signe du réformisme et de l'autoritarisme.

Le rapporteur fait la critique de ces erreurs, banales mais tenaces, en démontrant textes à l'appui qu'elles ont été l'apanage, entre autres, après la première guerre mondiale du mouvement de « l'Ordine Nuovo », avec son idéologie fondamentalement anti-matérialiste et démocratizante dont se réclame à bon droit l'actuel parti « communiste » italien.

A ces fausses interprétations nous opposons (comme le fit la Gauche italienne contre l'Internationale décadente) notre analyse de parti. La bourgeoisie recourt toujours alternativement aux méthodes de gouvernement « de droite » et « de gauche » selon les hauts et les bas de la dynamique sociale et des

rapports de forces entre les classes ; et la prédominance de l'une ou l'autre de ces méthodes ne signifie ni l'entrée en scène de classes ou de sous-classes différentes de la grande bourgeoisie dominante, ni la « découverte » de nouvelles idéologies ou de nouveaux systèmes d'exercice pratique du pouvoir.

Ensuite, dans la mesure où le fascisme peut être identifié à l'une de ces deux « méthodes » (en réalité, il est une synthèse des deux) l'unique définition que le marxisme puisse en donner, en se référant justement à l'interprétation théorique de la phase impérialiste du capitalisme, est celle que la Gauche en a donné de 1921 à 1926 : « une tentative d'unification politique à des fins contre-révolutionnaires des intérêts divergents des différents groupes bourgeois. »

Une telle tentative présuppose une situation définie par des luttes de classes violentes et généralisées, une organisation vaste et ramifiée du prolétariat dressé dans un combat quotidien contre les institutions de la classe dominante, un malaise diffus dans les classes moyennes (susceptibles de ce fait d'être mobilisées contre le prolétariat des villes et des campagnes tout en croyant agir pour leur propre compte), une crise économique aiguë, et enfin elle suppose que la démocratie et ses partis, en premier lieu la social-démocratie, comme armes de défense du privilège capitaliste, aient épuisé leurs ressources politiques, c'est-à-dire la séduction et la corruption alternant avec l'usage de la violence ouverte.

Le fascisme n'a aucune idéologie propre, distincte de l'arsenal bourgeois traditionnel (les mythes de la « nation » et du « peuple » sont aussi vieux que la révolution de 1789-1793). Ce qui le caractérise, c'est qu'il s'agit d'une organisation politique centralisée de la classe dominante, de ses instruments de répression et de ses franges mineures. Dans la phase des bandes

armées, avant la prise du pouvoir, le fascisme est une arme unitaire d'offensive et de contre-offensive au service de l'Etat démocratique ; une fois au pouvoir, il est une arme de concentration politique, sociale et économique, agissant dans l'intérêt collectif de la classe dominante. Il entre en scène tout d'abord pour porter le dernier coup à un prolétariat déjà vaincu (par la démocratie) et au besoin écrasé dans le sang par la social-démocratie (comme en Allemagne) ; puis il reste au pouvoir comme parti unique de gouvernement pour empêcher que l'antagonisme social ne relève la tête et pour discipliner à cette fin les couches et les intérêts contradictoires au sein de la bourgeoisie.

Il est une tentative d'appliquer à sa propre classe cette concentration dictatoriale de toutes les forces que le prolétariat se donne en se constituant en parti pour conquérir et pour exercer le pouvoir ; et nous disons une « tentative » (qui est destinée à longue échéance à l'échec), car sa réalisation se heurte à l'anarchie organique qui caractérise la production et l'appropriation des produits en régime capitaliste, et au transfert dans les rapports entre Etats de ces antagonismes qu'il prétend endiguer dans les limites d'une seule « nation », conçue comme une nation-guide ou même comme la forme d'existence et d'organisation que se donne une race supérieure.

C'est sur ces bases de classe, et sur elles seulement, que l'on peut comprendre le phénomène historique du fascisme ; c'est sur elles seulement que peut se fonder la tactique du parti communiste dans son combat contre le fascisme ; c'est sur ces bases seulement qu'on peut s'orienter dans la phase actuelle de domination du capitalisme et en prévoir les développements ultérieurs et l'issue finale.

(à suivre)

Communisme et fascisme

Le lecteur trouvera condensées dans cette brochure non seulement l'interprétation que notre courant — la Gauche communiste d'Italie — a donnée du fascisme naissant et les directives de la lutte qu'il mena contre lui à la tête du Parti Communiste d'Italie dans les années 1921-1923, mais aussi sa critique des positions plus ou moins claires de l'Internationale communiste sur ce sujet capital.

Précédé d'une ample introduction établissant un parallèle entre les positions théoriques et pratiques de la Gauche communiste à l'égard du fascisme et celles du Parti Communiste Allemand à l'égard du nazisme, le corps de la brochure est constitué de documents de l'époque (1921-1924), inédits en langue française. Publié en annexe, un rapport de Gramsci illustre bien, par contraste, les principales erreurs — aux conséquences désastreuses — du centrisme de la direction de l'I. C.

La brochure de 160 pages, 8 F. Commandes au « prolétaire ».

Les fondements

du communisme révolutionnaire

Cette brochure ronéotypée de 56 pages reprend le compte rendu d'une réunion générale de notre Parti, paru dans le N° 1 du « Programme communiste », aujourd'hui épuisé. Le texte est articulé en trois parties principales :

- Parti et Etat de classe comme formes essentielles de la révolution communiste.
- Les organisations économiques du prolétariat ne sont que de pâles substituts du parti révolutionnaire.
- La conception petite-bourgeoise de la société communiste chez les syndicalistes et les « socialistes d'entreprise ».

Commandes au « prolétaire ». Prix : 3 F.